

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

23^{ème} année - N° 4288 - Vendredi 06 Janvier 2023 - Prix : 200 Fc

VENTE DES PRODUITS PÉTROLIERS

SCH : "Nos produits sont de bonne qualité"



Mamoune Chakira :
*"Pour 2022, on a réussi à désengorger
un peu la zone départ..."*

LIRE PAGE 2

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

**Prières aux heures officielles
Du 06 au 10 Janvier 2023**

Lever du soleil:

05h 49mn

Coucher du soleil:

18h 37mn

Fajr : 04h 37mn

Dhouhr : 12h 17mn

Ansr : 15h 52mn

Maghrib: 18h 40mn

Incha: 19h 44mn



Mamoune Chakira : "Pour 2022, on a réussi à désengorger un peu la zone départ. L'on voudrait continuer au niveau de la zone arrivée"

Masse salariale, licenciement, management, aménagement, investissement, perspectives pour les années futures, tels sont les points évoqués avec le directeur général de l'ADC Mamoune Chakira. Il a accepté de répondre à nos questions.

Question : Nous sommes en 2023, est-ce que l'aéroport est en chantier ? Si oui, quelles sont les nouveautés que l'on peut attendre ?

Moumoune Chakira : Pour l'année 2022, on a réussi à désengorger un peu la zone départ de l'aéroport. L'on voudrait continuer la même chose au niveau de la zone arrivée par une extension. Actuellement, sur une partie où les gens débarquent, font les formalités de l'immigration, de police et voyage, nous envisageons de les séparer. Cette option va nous permettre de désengorger les lieux et l'on pourrait gérer le trafic des cinq prochaines années en attendant les grands projets.

Question : En termes de travaux, avez-vous réalisé des aménagements importants ?

M.C : En 2022, nous avons surtout aménagé la zone départ de Moroni et acquis des machines rayon X. Disons que les machines que nous avons reçu des Chinois en 2008 commençaient à lâcher, donc nous avons les remplaçons à la fois au niveau des vols domestiques et à l'international. Nous avons augmenté la surface des traitements de passagers au départ, les comptoirs immigration départs, les comptoirs des enregistrements coté départ, des zones de bureaux de l'aérogare. Nous avons aussi entamé en 2022, cette fois-ci avec l'aide de l'Etat, un projet de réparation des pistes qui coutent quand même un milliard de francs comoriens, financé à 100% par l'Etat, dont les travaux ont démarré à la fin de l'année. Nous continuerons à Moroni jusqu'en avril-juin. Et après, nous irons sur Anjouan et sur Mohéli. C'est un projet de réparation des pistes, qui n'étaient pas entretenues depuis presque 40 ans. Nous faisons en même temps une étude de réhabilitation qui nous permettra de savoir ce qu'il faut faire pour la suite.

Question : Quelle a été la situation financière que vous avez hérité à votre arrivée ?

M.C : Malheureusement en 2019, on a quand même eu un déficit assez important, c'était la période florissante à l'époque. Et en 2022, nous ne l'avons pas encore résorbé, on remonte un peu mieux la pente. Une situation difficile que j'ai trouvée, des charges importantes notamment au niveau du person-

nel. Une organisation qui n'était pas forcément liée aux besoins. On a eu à commander un audit organisationnel et financier dont le résultat commence à arriver, l'on s'y appuie un peu pour clarifier la suite. Sur l'amélioration des recettes, on va introduire des nouvelles recettes, notamment l'on compte nouer un partenaire pour la gestion du parking-auto et la gestion des publicités. Ce qui nous permettra d'améliorer nos revenus. On devait en 2023 pour les recettes, retrouver le niveau d'avant covid. Nous allons faire l'effort de continuer à contenir les charges malgré le fait que certaines augmentent comme le carburant et l'électricité. Nous allons faire l'effort de retrouver des ressources ailleurs notamment pour pouvoir équilibrer les comptes et dégager de quoi à investir. En 2023 contrairement aux années précédentes, nous espérons dégager 700 millions d'investissement, des fonds propres de l'ADC. On aura une subvention de l'Etat de près de 170 millions essentiellement pour les scanner Rayon X de Mohéli et de Moroni et on empruntera à hauteur de 360 millions. On va avoir un investissement sur l'année 2023 de l'ordre de 1.230.000.000 de nos francs.

Question : Quel est la masse salariale actuelle ?

M.C : La masse salariale est assez élevée, elle était en 2022 d'à peu près 1.540.000.000 sur l'année soit 100 millions par mois sans les autres charges. Pour maîtriser la masse salariale, nous avons engagé différents délégués des personnels, pour présenter les chiffres en question. Ils ont pris le temps de rencontrer le personnel pour passer le message. On est en train de se préparer pour présenter la situation et une fois que ces deux étapes sont franchies, nous espérons d'ici fin janvier présenter la situation au gouvernement. Et on va avoir des critères clairs, de manière à résoudre le problème de la masse salariale mais aussi de pouvoir former ceux qui vont rester. L'idéal sera de diviser la masse salariale par deux. On va le faire en douceur. Je vais en parler avec tout mon personnel des trois îles et je vais annoncer la couleur en toute transparence.

Question : Dès votre nomination, la direction a enregistré un lot de licenciements que certains considèrent abusifs, qu'avez-vous à répondre à ce sujet ?

M.C : Contrairement à ce que l'on raconte, il n'y a pas eu beaucoup. On parle d'une dizaine de personnes au max. Et il y a 27 personnes suspendues pour forfaiture. Il y a un préjudice assez sérieux, l'on parle des personnes qui percevaient pour notre compte des recettes

du parking et qui se servaient royalement. Et d'ailleurs, quand on les a relevés, on s'est aperçu qu'il y avait une différence de 50% des revenus. Ils ont décidé d'engager des procédures judiciaires. D'ailleurs l'audience est fixée pour le 07 janvier. Ce qu'il faut retenir est qu'une fois qu'un employé est suspendu, il passe en conseil disciplinaire mais eux ils ont décidé de se soustraire de cette option.

Question : Vous êtes un technicien, vous avez fait carrière dans ce domaine, donc vous rêvez des belles choses pour les aéroports ?

M.C : 2022 était une année d'apprentissage, 2023 sera une année de réparation, d'infrastructures, d'équipements, de réalisations, de renforcement de l'organisation. L'ADC a été créé en 2018 mais n'a jamais été réellement mise en place. Nous allons ensemble mettre en place des structures de gouvernance, la direction générale qui était prévue dans les statuts, n'a jamais été effectivement en place. Nous avons mis des comités des finances, des techniques opérationnelles, de manière à ce que les choses puissent évoluer. En 2023, nous allons aussi aménager certaines installations, pendant qu'on recrute des consultants nationaux pour nous faire un plan stratégique de 2024-2028 qui nous permettra de booster les aéroports mêmes si nous avons une idée de ce que l'on veut faire.

Question : On vous surnomme Poutine, l'on vous accuse d'avoir un mangement toxique, comment comptez-vous réaliser vos missions si le personnel ne s'implique pas ?

M.C : Vous savez, l'aéroport n'est pas malheureusement différent du reste du pays, en termes de caractère. Les recrutements que j'ai trouvés n'étaient ni basés sur des compétences techniques ni encadrés par la suite pour que les gens puissent savoir ce que nous attendons d'eux. Surtout, il y avait une culture d'impunité. C'est ce que nous avons essayé de corriger. Une fois que ce bras de fer est passé, il faut savoir se retrouver, c'est ce que nous essayons de faire. Il y avait besoin au début de casser un peu cet esprit « du laisser aller ». Ce n'est pas encore fini. Il reste beaucoup à faire.

Question : Au niveau de la plateforme aéroportuaire, qui s'occupe des questions de sécurité et sûreté ?

M.C : Sur ce point, les autorités nous ont écoutés. Nous avons pu choisir une directrice régionale de l'aéroport de Moroni, qui a une formation de base en sûreté. On a pu



Mamoune Chakira.

faire remonter des cadres de la sûreté pour occuper des postes. On a des cadres qui sont formés sur place, mon rôle est de les encadrer avec le management nécessaire. On a réussi à avoir un jeune dans le service de sûreté, qui a remplacé la directrice régionale qui est en charge de l'exploitation. Nous avons encore côté sécurité des lacunes. Le service de sécurité que j'ai trouvé, n'était pas du tout conforme aux exigences. Aucun d'entre eux n'avait des connaissances aéronautiques, des diplômés d'AES, etc. J'ai repris en main la sécurité et je suis en train de former une personne que j'ai ramenée de Mohéli, qui prendra la relève au fur et à mesure.

Question : L'on vous reproche d'effectuer plus de voyages que prévus, qu'est-ce que ces voyages apportent à la société ?

M.C : J'ai voyagé trois fois. Je suis parti à l'assemblée à l'OACI à Montréal en septembre, je suis parti à Nairobi pour travailler avec des partenaires pour la mise en plan du parking-auto et des fournisseurs pour différents projets. Je suis parti récemment en Namibie pour la même raison. Et ce sont des voyages justifiés et très mesurés par rapport à ce qu'on veut faire. Je ne suis pas fan des voyages, car si je ne suis pas là, je travaille plus et cela ne m'arrange pas. Je le fais, si c'est nécessaire. On veut changer des tapis bagages, on veut introduire des escalators. Ce sont des choses dont il faut s'assurer de la technologie.

Question : Quelle est votre marge de manœuvre avec le ministère des transports ?

M.C : Je n'ai aucun problème avec le ministère, j'ai de bons rapports. Il y a certainement des désaccords peut être importants relatifs au personnel, mais tout va pour le mieux. Je leur ai présenté, le plan d'investissement de cette année, ils l'ont approuvé, mes voyages aussi, il les approuve.

Question : Avez-vous embauché depuis votre prise de fonction ?

M.C : Non. Je n'ai même pas de chauffeur. On n'a pas eu d'embauche, j'ai fait des affectations, on a eu des régularisations, des gens qui travaillaient depuis plusieurs années mais qui n'avaient pas aucun document. J'ai réparé cette injustice.

Question : Quel est le degré de classification de l'aéroport au niveau de la sûreté ?

M.C : Nous attendons dans la semaine, un audit de l'aviation civile française, on s'y prépare notamment en préparant une entrée du personnel, c'est-à-dire que le personnel actuel rentre dans la même porte que tout le monde. Nous attendons un audit de l'OACI en mars, on s'y prépare en s'assurant que nous avons des scanners dans tous les postes qui sont requis, les procédures, la formation des personnels. On a récemment fait venir un inspecteur pour une formation en imagerie. Là, on a quelques soucis à Bandar Salam où nous n'avons pas encore des scanners soutes. J'ajouterai dans le plan d'investissement et on prévoit d'agrandir l'aéroport de Ouani.

Question : En termes de sécurité sanitaire, nous avons fait la remarque que les stands de désinfection mis en place pour la riposte contre les maladies infectieuses ne sont plus opérationnels. Peut-on connaître la cause ?

M.C : C'est plutôt un problème compliqué, puisque les scanners que nous avons acheté en 2021, lorsqu'ils sont tombés en panne, les gens se sont permis de les ouvrir. C'est ce qui fait que la garantie ne peut plus passer. Nous sommes en train de voir avec les fournisseurs comment on peut remplacer les pièces manquantes. Là on revient encore sur les problèmes de compétences.

Propos recueillis par Andjouza Abouheir

VENTE DES PRODUITS PÉTROLIERS

SCH : " Nos produits sont de bonne qualité "

Dans une conférence de presse tenue hier jeudi 5 janvier, la direction de la société des hydrocarbures, a balayé d'un revers de la main les rumeurs qui circulent selon lesquelles les produits pétroliers ne sont pas de bonne qualité. Selon eux, s'il y a un problème de mauvais carburant, ce n'est pas la faute à eux, car ils vérifient le produit dans leur laboratoire dès l'arrivée du bateau.

Ces derniers jours, beaucoup de voitures sont tombées en panne et une partie de l'opinion publique met en cause le carburant. Tous les regards sont alors rivés sur la société des hydrocarbures et pointe du doigt l'essence. A cet effet, la direction de la SCH a tenu une

conférence de presse hier jeudi pour donner des éclaircissements sur le sujet. Selon la direction, leurs produits pétroliers sont bons. « S'il y a un problème de mauvais carburant, ce n'est pas la faute à la société. Nous vérifions le produit dans notre laboratoire dès l'arrivée du bateau avant le déchargement. Et chaque jour de livraison, nous vérifions encore les citernes et les camions. Sachant qu'on nous envoie le certificat d'analyse, pour faire une comparaison de résultat par rapport au produit qu'on a demandé », explique Antuya Ahamada, laborantine de la société.

« A chaque arrivée d'un bateau au port de Moroni, on envoie des agents sur le taquet pour prendre l'échantillon car le certificat d'analyse

envoyé ne suffit. Il faut faire aussi une contre analyse qui nous permettra de faire une comparaison par rapport au résultat mentionné dans le certificat au résultat trouvé au labo. Si ça ne répond pas au règlement international, on peut refuser le produit. Et si le résultat répond à la norme, on donne l'autorisation de décharger le produit. C'est pour cela d'ailleurs que parfois ça prend du temps pour décharger le taquet. Tout ça pour faire analyser s'il n'y a pas d'anomalie », souligne-t-elle. Et de continuer : « Après le déchargement, il y'a aussi une analyse de libération des bacs pour chaque tank avant de livrer dans les stations service ».

Concernant le jet A1 qui est le carburant des avions, la laborantine de la SCH montre que c'est un pro-

duit sensible dont ils prennent plus de précaution que les autres produits. « Après avoir déchargé, on fait deux analyses, celle de notre laboratoire, et une autre à l'extérieur avant de livrer à l'aéroport de Hahaya. Chaque matin, nous faisons une analyse de routine dans les citernes et les camions avant le chargement des livraisons. Tout ça pour vous montrer que nos produits pétroliers sont bons », précise-t-elle.

Pour se justifier, l'inspecteur de la société Mze Ali Azhar qui assure depuis l'intérim du directeur général, a montré que malgré ce qu'on dit la direction n'a jamais eu une revendication sur ce sujet. Pourtant, chaque jour il y a des livraisons qui se font dans les stations services. « Les 26 stations qui se trouvent à Ngazidja et

également dans les autres îles ne nous ont jamais interpellé que le produit est mauvais. Notre essence est de la qualité 95 et c'est ce qu'on utilise au niveau mondial ».

Et pour rassurer les usagers il persiste et signe : « Nous, nous faisons notre travail d'analyse de tous nos produits et nous nettoyons aussi nos citernes. Donc, une fois que le carburant est livré dans la station, il n'est pas à notre charge. Il faut aller demander aux stations pour comprendre ce qu'il se passe exactement, surtout de savoir s'ils traitent bien leurs citernes. En tout cas nous considérons que les stations sont aux normes. C'est à vous d'enquêter aussi sur cette situation », conclut-il.

Nassuf Ben Amad

ÉCONOMIE

Enfin, l'Aile'dorado est arrivé

Deux mois que les adeptes des brochettes de rue avaient rongé leurs freins, le précieux sésame disparu des étales des marchés vient d'arriver. Le rythme dans les hauts lieux (SAGC, Volovol...) de amateurs de grillades avait plus que diminué.

Le carton de cuisse se vend à 15 000 FC, alors que celui des ailes de poulet se négocie à 12 500 FC, des prix censés être respectés par les gros importateurs. Dans la pratique, c'est tout autre chose. « Normalement je fais mes achats dans le nord, mais avec un prix de 15 000 FC le carton chez mon fournisseur habituel et vu mon portefeuille je suis venu tenter ma chance ici, vu que le carton d'ailes est à 12 500 FC », avance Mohamed Ali un commerçant au détail qui a fait le trajet jusqu'au quartier

Djivani pour faire ses achats.

L'arrivée des produits carnés (ailes de poulet, cuisses) coïncide avec une période où les festivités de grands mariages battent de nouveaux leur plein dans certaines régions de la Grande Comore. Et qui dit grand mariage, dit surconsommation de ces produits dans les Madjlis, dîners et autres.

Mais pour pouvoir toucher le sacré graal, il faut avoir les moyens, mais surtout s'armer de patience. Dans un dépôt du sud de la capitale où nous nous sommes rendus, c'était le branle-bas de combat pour espérer figurer dans la liste des retenus. « Je suis venu la depuis 10 heures du matin (mercredi), ce n'est que tard (22h) dans la nuit que j'ai pu rentrer chez moi après avoir eu mon reçu d'achat pour ce matin », nous confie une dame qui est venue prendre sa commande.



La plupart des gens rencontrés sur les lieux, sont des petits commerçants venus acheter pour aller revendre dans leur commerce et certains ont fait un long chemin. « A 12 500 FC le carton plus le coût de transport, moi je vendrai à 1500 FC le kilo, je n'ai pas le choix sinon je n'obtiens aucune marge », se plaint un revendeur trouvé sur place.

D'autres qui n'ont pas eu la chance de figurer sur la liste sont contraints d'acheter auprès de leurs amis acheteurs. « Je viens d'acheter ce carton à 16 000 FC », dépitée, une dame quitte les lieux en lâchant des noms d'oiseaux. A la question de savoir à combien va-t-elle vendre le kilo. « Jamais je ne pourrais vendre au-delà de 1500 FC le kilo, ma conscience me l'interdit. C'est pour ma propre consommation », rassure-t-elle.

En tout cas, ce ne sont pas les amateurs de grillades qui vont bouder leur plaisir de goûter de nouveau à leur viande préférée. Pour trois ailes de poulet, il faut désormais payer 1000 FC sans accompagnement dans la plupart des grillades de la capitale. Qui a dit que l'argent ne donne pas des ailes.

AS Badraoui

VŒUX AUX FORCES DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ

Le président Azali, fier de ses frères d'armes

Le président de la République Azali Assoumani a présenté ses vœux aux forces de défense et de sécurité mercredi dernier au camp militaire de Kandani. Une occasion pour le chef suprême des armées de rendre hommage à ses frères d'arme pour dit-il, la mission qu'ils accomplissent au quotidien, souvent au péril de leur vie.

Le président de la République Azali Assoumani a présenté les vœux aux soldats depuis le camp de Kadaani devant les membres du gouvernement et un parterre de personnalités politiques et civiles du pays. Dans son allocution le chef de l'Etat salue les « officiers, sous-officiers, militaires du rang et personnels civils de l'AND et de toutes les forces de sécurité de

notre pays, personnels de la Police Nationale et du Cosep, pour ces missions que vous accomplissez, difficilement et parfois au péril de votre

vie, avec noblesse, dévouement et professionnalisme. »

Pour le président Azali le rôle des militaires « est aujourd'hui

d'autant plus crucial, que nous vivons dans un monde en pleine mutation, marqué par les suites de la grave crise sanitaire du Covid-19, accentuées par la crise économique et les conséquences de la guerre en Ukraine. »

Le militaire d'aujourd'hui devait à l'en croire inclure dans sa conception les défis liés au changement climatique, à la dégradation de l'environnement, aux menaces du terrorisme, à la criminalité et à la délinquance, sous toutes ses formes, mais aussi à la déstabilisation des Etats et des sociétés.

Le locataire du palais de Beit-Salam conscient de la montée de la violence dans le pays notamment, celle contre des personnes vulnérables, des enfants et des femmes compte sur l'engagement de l'AND,

de la police nationale et de leurs composantes civiles pour y arriver à éradiquer ce fléau. « Aujourd'hui que nous espérons assurer la présidence de l'Union Africaine, nous ne pouvons qu'être fiers de vous et saluer l'action que vous menez déjà, avec vos frères d'armes des autres pays, notamment dans le cadre de la Force en Attente de la Région Afrique Orientale (EASF), pour le maintien de la paix sur le continent africain et dans la région », dit-il. Le chef suprême des armées dit être fier de ses frères armes et de ce qu'ils font. « Nous le serons encore davantage en vous voyant continuer vos efforts pour être irréprochables, justes, forts et rigoureux », a-t-il souligné.

Maoulida Mbaé



NUMÉRIQUE :

12 personnes formées sur le management de la sécurité de l'information

Sheo Technology en partenariat avec l'Actic organise du 05 au 07 janvier 2023, à Comor'Lab une formation ISO/CEI 27001 fondation. Cela permettra aux participants d'avoir les éléments fondamentaux afin de mettre en œuvre et bien gérer le système de management de la sécurité de l'information, selon la norme ISO 27001. Cela rentre aussi dans le cadre de la philosophie de l'Actic qui consiste à renforcer la capacité informatique dans le pays surtout au niveau des jeunes.

Le monde d'aujourd'hui est désormais dominé par le numérique. Tout va avec l'informatique, dans les entreprises tout comme dans l'administration. Il est recommandé en effet, d'avoir au minimum une formation en informatique pour être capable de suivre le monde de la digitalisation. C'est la raison pour laquelle Sheo Technology en partenariat avec

l'Actic organise du 05 au 07 janvier 2023, à Comor'Lab une formation ISO/CEI 27001 fondation.

Cela permettra aux participants d'acquérir les fondamentaux afin de mettre en œuvre et bien gérer le système de management de la sécurité de l'information, selon la norme ISO 27001. Tout au long de la formation, les bénéficiaires apprendront les différents modules d'un SMSI, y compris sa politique, les procédures, la mesure de la performance, l'engagement de la direction, l'audit interne et la revue de la direction et l'amélioration continue.

« La formation a comme objectif de comprendre les éléments et le fonctionnement d'un système de management de la sécurité de l'information, comprendre la corrélation entre la norme ISO/CEI 27001 ainsi qu'avec d'autres normes et cadres réglementaires et enfin connaître les approches, les méthodes et les techniques permettant de mettre en œuvre et de gérer un sys-



tème de management de la sécurité de l'information. Au terme de cette formation, les participants se présenteront à l'examen et postuleront au titre de « PECB Certified ISO/CEI 27001 fondation »,

explique Chafik Mohamed, consultant et formateur en sécurité informatique et cyber sécurité. Et de poursuivre : « La certification atteste qu'ils ont assimilé les méthodes fondamentales, les exigences, le

cadre et l'approche de management ». Il laisse entendre qu'une deuxième session sera organisée en mars, pour une dizaine de comoriens.

Nassuf Ben Amad

MUSIQUE

Hiro promet de faire vibrer le stade de Malouzini

Déjà à Moroni pour se produire sur scène demain samedi 7 janvier, avec d'autres artistes comme Kim et Zuchu, l'artiste congolais Hiro a promis dès son arrivée à l'aéroport prince Saïd Ibrahim un show spécial au stade omnisport de Malouzini.

C'est confirmé Gandhi Djuna (Maître Gims) ne sera pas au rendez-vous ce 7 janvier à Moroni. Mais son concitoyen congolais Dimitri Nganda alias Hiro le coq promet de faire vibrer le stade omnisport de Malouzini en compagnie d'autres artistes comme la chanteuse française Kim almarcha et la tanzanienne, Zuhura Othman Soud, plus connue sous son nom de scène Zuchu. Déjà à Moroni depuis le 4 janvier dernier l'artiste kino-congolais, Hiro a déclaré à la presse « je suis venu pour faire le show. Et

je vais donner le meilleur de moi-même. Je sais que des artistes comme Dadju et Tayc sont déjà venus aux Comores. Et ils ont passé des moments agréables sur scène. A mon tour de donner de la joie aux comoriens ».

Ainsi l'artiste originaire d'Etampes, s'est initié dans la musique après être influencé par deux légendes de la musique africaine, Papa Wemba et Koffi Olomide, et compose des chansons au rythme de ses idoles de la musique. Pour l'événement prévu ce samedi, l'icône de la musique congolaise Hiro a mentionné le charisme de Kim et Zuchu « dans ce rendez-vous, il y aura Kim c'est chanteuse qui chante très bien et je sais que Zuchu sera là et c'est une talentueuse. Je suis convaincu que l'ambiance sera au rendez-vous ». Surnommé Hiro en référence à Hiroshima, et son «

franc parlé qui peut faire des dégâts et Le Coq en lien avec le classique du cinéma brésilien La Cité de Dieu, en particulier le personnage de Manu Le Coq, qu'il affectionnait pour ses similitudes avec son propre caractère, qu'il décrit comme têtu et fier.


Passionné de musique, Hiro écoutait les titres de Koffi Olomide,

de Papa Wemba ou de grands noms du zouk en passant près de l'épicerie. Et de confirmer que c'est de là que qu'il tient oreille musicale afro-caribéenne. Après cela, l'artiste a créé le groupe Bana C4 (Dibrazz, Sheng Attori et Bombastiick), dans lequel il monte sur ses premières scènes en tant que danseur. En 2008, Hiro a travaillé avec des artistes et a


monté sur plusieurs scènes avant de décider de faire une carrière solo qui l'a rendu beaucoup plus célèbre avec des titres comme "De l'amour à la haine". Actuellement à Moroni, l'artiste congolais attend se produire sur scène au stade omnisport de Malouzini pour le plaisir de la musique.

Kamal Gamal





AVIS DE RECRUTEMENT



Le PNUD Comores recrute **un(e) Coordonnateur (trice) National(e)** du projet « **Mini-réseaux du FEM pour l'Afrique (AMP)** », NPSA 9

Date limite dépôt des candidatures : **25 janvier 2023**

Remarques :

- **Les candidatures féminines sont fortement encouragées et à compétences égales, les candidatures féminines sont privilégiées.**
- **Toutes les candidatures seront traitées dans la plus stricte confidentialité.**
- **Le PNUD ne tolère pas l'exploitation et les abus sexuels, aucun type de harcèlement.**
- **Tous les candidats sélectionnés seront donc soumis à des vérifications rigoureuses des références et des antécédents.**
- **Seuls les candidat(e)s retenu(e)s pour des entretiens seront contactés.**

*Poste de **Coordonnateur (trice) National(e)** du projet « **Mini-réseaux du FEM pour l'Afrique (AMP)** », NPSA9

*https://estm.fa.em2.oraclecloud.com/hcmUI/CandidateExperience/en/sites/CX_1/job/7760

Date de début de Publication : **04 janvier 2023**

AGRICULTURE

La riziculture de Ndrondroni est presque à l'abandon

Les activités de la culture du riz à Ndrondroni dans la région de Mlédjélé sont presque à l'arrêt depuis quelques années. Sur 12 parcelles où était cultivé le riz par l'association Flera djema de Ndrondroni depuis quelques années, seulement moins de 5 sont

en activité à présent. Sans un appui technique et financier, cette riziculture tant prometteuse risque d'être complètement abandonnée. Ce qui constituerait une énorme perte pour le pays étant donné que la demande de riz locale est en forte croissance.

50 personnes tous des membres de la coopérative Flera djema de Ndrondroni, dont en majorité des femmes, travaillaient avec détermination sur des méthodes traditionnelles pour nourrir les habitants de l'île. De 2015 à 2021, soit 6 ans durant, près de 12 parcelles de 9 hectares étaient cultivées chaque année avec des différentes variétés de riz pour produire au total 30 à 40 tonnes de riz tous les trois mois.

Pendant ces deux dernières années, ces femmes n'arrivent plus à produire suffisamment alors que ce grain blanc constitue l'aliment de base dans le pays. Le manque de matériel agricole tel que des tracteurs, herse niveleuse, décortiqueuse adaptée mais aussi la présence massive d'oiseaux constitue un obs-

tacle pour les productrices de riz à Ndrondroni. « Actuellement nous sommes à l'arrêt temporaire d'activité car c'est un travail qui nécessite plus d'énergie mécanique. Or nous sommes des femmes, nous prenons de l'âge et notre état physique se dégrade. On ne peut plus travailler comme avant. Ce très triste de rester sans rien faire mais que faire alors que la situation ne nous le permet pas ? » regrette une femme de la coopérative Flera djema de Ndrondroni.

Malgré cette situation, une poignée de personnes continue néanmoins à travailler pour subvenir à leurs petits besoins de tous les jours. 5 parcelles seulement sont en activité pour produire moins de 15 tonnes de riz par trimestre. Cela fait plus de 10 ans que la coopérative Flera

djema de Ndrondroni travaille dans cette rizière mais, selon ces femmes, elles n'ont jamais bénéficié d'une aide sérieuse pour intensifier leur production.

En 2021 le chef de l'État Azali Assoumani leur a octroyé une décortiqueuse mais cette machine n'a jamais fonctionné faute d'énergie électrique. « Nous sollicitons auprès du gouvernement ainsi que des bailleurs un tracteur, une lisseuse, des herses afin d'améliorer notre production... » lance l'une de ces agricultrices. « Au lieu de continuer à importer du riz, il serait mieux de se serrer les coudes et d'encourager de telles initiatives » a-t-elle suggéré.

Riwad



SOCIÉTÉ

Le SNIC a tenu son 8ème congrès à Bangoma

Le huitième congrès du syndicat des instituteurs Comoriens (SNIC) s'est tenu à Mohéli du 26 au 28 décembre dernier. Il a regroupé les représentants du syndicat des instituteurs de Ngazidja, Ndzuani et Mwali. L'objectif est de mettre en place un nouveau bureau qui sera en mesure de défendre les droits des instituteurs Comoriens mais aussi d'examiner leur statut pour des éventuels amendements.

Après Ngazidja en 2021 et l'année dernière à Ndzuani, le SNIC vient de tenir à Mwali son huitième congrès du 26 au 28 décembre en suivant le principe de la tournante. C'est à l'école primaire publique de Bangoma que ce rassemblement syndical a eu lieu. Des représentants des instituteurs de Ndzuani et de Ngazidja ont fait le déplacement de leurs îles respectives pour prendre part à ce congrès. Une occasion pour ces

syndicalistes de rappeler en premier lieu l'historique du mouvement syndical en général et celui des instituteurs en particulier avant de passer à la révision de leur statut et règlement intérieur.

Le manque d'enseignants dans les établissements scolaires, l'insuffisance de la capacité d'accueil de certaines écoles, l'avancement des salaires étaient entre autres les points essentiels abordés par le SNIC lors de ce rassemblement. Ces syndicalistes sont ensuite passés aux différents défis à relever pour le bien-être de leur métier et sa réussite.

C'était également l'occasion d'élire un nouveau bureau pour un mandat de trois ans, afin de bien veiller aux droits et devoirs des instituteurs Comoriens. Ainsi Said Abdou Mdarara, dans une candidature unique, a été élu à la tête du SNIC national pour un mandat de 3 ans.

Riwad



AVIS DE RECRUTEMENT



Le PNUD Comores recrute un (e) **Expert (e) National Géophysicien** du projet « **Renforcement de la Résilience des Comores aux Risques de Catastrophes liés au changement et à la variabilité climatique** », NPSA 8 à Moroni

Date de début de Publication : **04 janvier 2023**

Date limite dépôt des candidatures : **18 janvier 2023**

Remarques :

- **Les candidatures féminines sont fortement encouragées et à compétences égales, les candidatures féminines sont privilégiées.**
- **Toutes les candidatures seront traitées dans la plus stricte confidentialité.**
- **Le PNUD ne tolère pas l'exploitation et les abus sexuels, aucun type de harcèlement.**
- **Tous les candidats sélectionnés seront donc soumis à des vérifications rigoureuses des références et des antécédents.**
- **Seuls les candidat(e)s retenu(e)s pour des entretiens seront contactés.**

Les candidat(e)s intéressé(e)s sont prié(e)s de prendre connaissance des termes de référence, et de postuler en ligne à partir du lien ci-dessous :

* **Posted' Expert(e) National Géophysicien du projet « Renforcement de la Résilience des Comores aux Risques de Catastrophes liés au Changement et à la Variabilité Climatique », NPSA 8**

* <http://bit.ly/3Wly1WX>

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
 Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
 Elhad Said Omar
Rédacteur en chef
 Mohamed Youssouf
Secrétaire de rédaction
 Toufé Maecha
Rédaction
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 Maoulida Mabé
 Andjouza Abouheir
 Nassuf Ben Amad
 Kamal Gamal Abdou

Nabil Jaffar
 Riwad
 A Bardraoui
Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
 Mariama Mhoma
Documentation archiviste
 Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
 Mohamed Said Hassane
Impression
 Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45



UNION DES COMORES

Unité – Solidarité - Développement



MINISTERE DE L'ENERGIE, DE L'EAU ET DES HYDRAUCARBURES

PROJET D'ACCES A L'ENERGIE SOLAIRE AUX COMORES

TERMES DE REFERENCE

POUR LE RECRUTEMENT D'UN SPECIALISTE EN PASSATION DES MARCHES DE L'UNITE DE COORDINATION DU PROJET (UCP) D'ACCES A L'ENERGY SOLAIRE AUX COMORES AU NIVEAU DU MINISTERE CHARGE DE L'ENERGIE DE L'EAU ET DES HYDROCARBURES

Le projet d'accès à l'énergie solaire aux Comores recrute pour unité de coordination de projet, un Consultant spécialiste en Passation des marchés.

Les candidats intéressés sont priés de prendre connaissance des termes de références en envoyant une demande à l'adresse mail suivants : najdas@yahoo.com Cc : ministerenergie0921@gmail.com ou de prendre connaissance des termes de références à partir du lien ci-après : <https://soneleccomores.com/termes-de-references-pour-recrutement/>

Date de publication : 22 décembre 2022

Date limite de dépôt des candidatures : 12 janvier 2023 à 12h30mn

1. PROFIL REQUIS

Le Spécialiste en Passation de Marchés de l'UCP devra :

(a) Avoir un diplôme supérieur en Ingénierie, Administration, Passation des marchés, Droit, Finances, Commerce, Gestion, Économie ou domaines connexes (minimum Bac + 3);

(b) Disposer d'une excellente connaissance de la passation des marchés en général, et des procédures de passation des marchés des Banques multilatérales de développement : Banque mondiale (BM) ou des institutions

internationales comme la Banque Africaine de Développement (BAD), l'Union Européenne, les organisations des Nations Unies, etc. ;

(c) Disposer d'une expérience professionnelle de cinq (5) ans minimum dont trois (3) ans au moins à un poste de passation des marchés dans le secteur public ou privé L'expérience dans un projet sur financement d'un Bailleur de fonds extérieur notamment des Banques multilatérales, en particulier de la Banque mondiale est un atout ;

(d) Avoir une bonne capacité de résolution des problèmes liés à la passation des marchés;

(e) Avoir une maîtrise du français, la connaissance de l'anglais est souhaitée ;

(f) Avoir une maîtrise de l'outil informatique (Word, Excel, Power Point) ;

(g) Avoir une bonne aptitude pour la communication et le travail en équipe.

Les candidatures féminines sont fortement encouragées.

Personnalité :

- Avoir le sens de l'initiative et capacité de travailler en équipe avec un minimum de supervision,

- Le sens de la rigueur et de l'organisation ;

- Etre honnête et intègre ;

- Disposer de bonnes aptitudes de communication et de travail en équipe.

Atouts :

- Expériences dans les projets financés par les partenaires techniques et financiers multi et bilatéraux (BM, BAD, UE, AFD, BID, etc).

2. LIVRABLES ET PERIODICITE

Rapports mensuel, trimestriel et semestriel sur les réalisations significatives. Les candidatures féminines remplissant les conditions sont vivement encouragées.

3. PERIODE ET CRITERES DE PERFORMANCE

Durée du contrat

Le premier contrat sera d'une durée de 12 mois avec une période d'essai de 6mois renouvelable une fois.

Si à l'issue de cette période de 12mois, l'évaluation des performances est satisfaisante, le contrat sera d'un an, renouvelable selon les conclusions du rapport annuel d'évaluation de chaque année.

4. CONSTITUTION DU DOSSIER

1. Les candidats intéressés devront fournir un dossier composé de :

- Une lettre de motivation adressée à madame la Secrétaire Générale du Ministère de l'Energie de l'Eau et des Hydrocarbures

- Un curriculum-vitae actualisé;

- Des copies certifiées conformes à l'original des diplômes, certificats et tout autre document attestant l'expérience professionnelle;

- Une lettre d'engagement à déclarer tout conflit d'intérêt avant l'entrée en fonction ;

- Une copie de la CNI ou Passeport.

2. Bien plus, le candidat devra avoir un casier judiciaire vierge et ne devra pas avoir été révoqué de la Fonction Publique, de la Magistrature ou d'un organisme parapublic ou privé ;

Des renseignements complémentaires en rapport avec les compétences, l'expérience et l'éthique des candidats présélectionnés pour le poste pourraient être vérifiés ultérieurement.

1. CONDITIONS D'EMPLOI

• Le Spécialiste en Passation des Marchés de l'UCP sera une personne physique et individuelle rattachée à l'Unité de Coordination du Projet ;

• C'est un poste individuel à temps plein ;

• Le Spécialiste en Passation des Marchés de l'UCP est appelé à s'abstenir de toute situation qui pourrait le mettre en conflits d'intérêts dans le cadre de la mission qui lui est assignée.



UNION DES COMORES

Unité – Solidarité - Développement



MINISTERE DE L'ENERGIE, DE L'EAU ET DES HYDRAUCARBURES

PROJET D'ACCES A L'ENERGIE SOLAIRE AUX COMORES

TERMES DE REFERENCE

POUR LE RECRUTEMENT D'UN RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIERE DE L'UNITE DE COORDINATION DU PROJET (UCP) D'ACCES A L'ENERGY SOLAIRE AUX COMORES AU NIVEAU DU MINISTERE CHARGE DE L'ENERGIE DE L'EAU ET DES HYDROCARBURES

Le projet d'accès à l'énergie solaire aux Comores recrute pour **unité de coordination de projet, responsable administratif et financier** ;

Les candidats intéressés sont priés de prendre connaissance des termes de références en envoyant une demande à l'adresse mail suivants : najdas@yahoo.com Cc : ministerenergie0921@gmail.com ou de prendre connaissance des termes de références à partir du lien ci-après : <https://soneleccomores.com/termes-de-references-pour-recrutement/>

Adresse : Ministère de l'Energie de l'Eau et des Hydrocarbures, Mdé Ex-CEFADER Immeuble de la Direction de l'Environnement et des Forêt

Date de publication : 22 décembre 2022

Date limite de dépôt des candidatures : 12 janvier 2023 à 12h30mn

1. PROFIL REQUIS

Cette mission nécessite un Consultant individuel répondant au profil ci-après :

• Titulaire d'un diplôme de MASTER 2 en finances et comptabilité
• Au minimum cinq (5) ans d'expériences

professionnelles réussies et récentes dans un poste similaire ;

• Expériences d'au moins 2 ans dans les projets financés par les Bailleurs de fonds ;

• Maîtrise du système OHADA

• Maîtrise des outils informatiques (Office Windows), logiciel de comptabilité ;

• Bonne capacité d'organisation et de leadership ;

• Prêt à effectuer des déplacements fréquents ;

• Avoir une maîtrise de la langue française (orale et écrite), qui est la langue officielle de travail ;

• Etre honnête et intègre

• La connaissance de l'anglais est un atout

Le français sera la langue de référence pour la réalisation de l'ensemble des activités prévues dans le cadre de cette mission.

Les candidatures féminines remplissant les conditions énoncées sont vivement encouragées.

Personnalité :

- Avoir le sens de l'initiative et capacité de travailler en équipe avec un minimum de supervision,

- Le sens de la rigueur et d'organisation ;

- Etre honnête et intègre ;

- Disposer de bonnes aptitudes de communication et de travail en équipe.

Atouts :

- Expériences dans les projets financés par les partenaires techniques et financiers multi et bilatéraux (BM, BAD, UE, AFD, BID, etc).

2. LIVRABLES ET PERIODICITE

Rapports mensuel, trimestriel et semestriel sur les réalisations significatives.

3. PERIODE ET CRITERES DE PERFORMANCE

Durée du contrat

Le premier contrat sera d'une durée de 12 mois avec une période d'essai de 6mois renouvelable une fois.

Si à l'issue de cette période de 12mois, l'évaluation des performances est satisfaisante, le contrat sera d'un an, renouvelable selon les conclusions du rapport annuel d'évaluation de chaque année.

4. CONSTITUTION DU DOSSIER

1. Les candidats intéressés devront fournir un dossier composé de :

- Une lettre de motivation adressée à madame la Secrétaire Générale du Ministère de l'Energie de l'Eau et des Hydrocarbures

- Un curriculum-vitae actualisé;

- Des copies certifiées conformes à l'original

des diplômes, certificats et tout autre document attestant l'expérience professionnelle;

- Une lettre d'engagement à déclarer tout conflit d'intérêt avant l'entrée en fonction ;

- Une copie de la CNI ou Passeport.

2. Bien plus, le candidat devra avoir un casier judiciaire vierge et ne devra pas avoir été révoqué de la Fonction Publique, de la Magistrature ou d'un organisme parapublic ou privé ;

Des renseignements complémentaires en rapport avec les compétences, l'expérience et l'éthique des candidats présélectionnés pour le poste pourraient être vérifiés ultérieurement.

5. CONDITIONS D'EMPLOI

• Le Responsable Administratif et Financier de l'UCP sera une personne physique et individuelle rattachée à l'Unité de Coordination du Projet ;

• C'est un poste individuel à temps plein ;

• Le RAF de l'UCP est appelé à s'abstenir de toute situation qui pourrait le mettre en conflits d'intérêts dans le cadre de la mission qui lui est assignée.